

# **REGLEMENT SUR LES EMOLUMENTS ADMINISTRATIFS EN MATIERE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES CONSTRUCTIONS**

L'Assemblée communale de Givisiez

VU :

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);
- le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes (RELCo);
- la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC);
- le règlement du 1<sup>er</sup> décembre 2009 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATEC);
- le Code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991 (CPJA);
- la loi cantonale du 6 novembre 1986 sur les réclames;
- le règlement du 23 décembre 1986 d'exécution de la loi du 6 novembre 1986 sur les réclames,

arrête :

## Chapitre I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article premier

*Objet*

<sup>1</sup> Le présent règlement a pour objet la perception des émoluments administratifs en matière d'aménagement du territoire et de constructions, respectivement de réclames.

<sup>2</sup> Il détermine le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal des émoluments.

### Article 2

*Cercle des  
assujettis*

Les émoluments sont dus par celui qui requiert une ou plusieurs prestations communales désignées à l'article 3.

## Chapitre II : EMOLUMENTS ADMINISTRATIFS

### Article 3

*Prestations  
soumises à  
émolument*

Sont soumises à émolument les prestations fondées sur la législation et la réglementation en matière d'aménagement du territoire et de constructions respectivement sur la loi sur les réclames, notamment :

- a) l'examen préalable et l'examen final d'un plan d'aménagement de détail;
- b) la demande préalable, la demande de permis d'implantation et la demande de permis de construire;
- c) le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'occuper;
- d) l'examen d'un verbal de modification ou de division d'une parcelle (art. 53 ReLATEC);
- e) la demande d'autorisation de pose de panneaux-réclames ou d'enseignes.

### Article 4

*Mode de  
calcul  
a) En général*

- <sup>1</sup> L'émolument administratif se compose d'une taxe fixe destinée à couvrir les frais de constitution et de liquidation du dossier et d'une taxe proportionnelle destinée à couvrir les frais d'examen du dossier.
- <sup>2</sup> Si la complexité du dossier nécessite le recours à l'aide d'un spécialiste technique tel que ingénieur-conseil ou urbaniste, le tarif horaire de la SIA est appliqué pour les services du spécialiste.
- <sup>3</sup> Les taxes figurant dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la commune à la TVA, cette dernière est perçue, pour les prestations imposables, en sus des montants indiqués dans le présent règlement.
- <sup>4</sup> Pour le surplus, l'article 129 CPJA demeure réservé.

### Article 5

*b) Plans  
d'aménagement*

- <sup>1</sup> Pour les plans d'aménagement de détail et les plans spéciaux, l'émolument administratif est calculé comme suit :
  - a) le montant de la taxe fixe est de CHF 200.-;
  - b) le montant de la taxe proportionnelle est fixé en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.

- <sup>2</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut pas dépasser CHF 20'000.-.

## Article 6

### *c) Demande préalable*

- <sup>1</sup> Pour une demande préalable, l'émolument administratif est calculé comme suit :

- a) le montant de la taxe fixe est de CHF 150.-;
- b) le montant de la taxe proportionnelle est fixé en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.

- <sup>2</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut dépasser CHF 1'000.- par demande.

## Article 7

### *d) Demande de permis*

- <sup>1</sup> Pour une demande de permis selon la procédure simplifiée, l'émolument administratif est calculé comme suit :

- a) le montant de la taxe fixe est de CHF 150.-. Elle n'est pas facturée si le projet a fait l'objet d'une demande préalable dans les douze mois qui précèdent la demande définitive;
- b) le montant de la taxe proportionnelle est fixé en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.

- <sup>2</sup> Pour une demande de permis selon la procédure ordinaire, l'émolument administratif est calculé comme suit :

- a) le montant de la taxe fixe est de CHF 150.-.
- b) le montant de la taxe proportionnelle est fixé en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.

- <sup>3</sup> Pour les installations de production d'énergie renouvelable, en particulier les pompes à chaleur, les sondes géothermiques et les panneaux solaires, seule la taxe fixe de CHF 150.- est perçue.

- <sup>4</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut dépasser CHF 10'000.- par demande.

## Article 8

### *e) Contrôle des travaux et permis d'occuper*

- <sup>1</sup> Pour le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'occuper, le montant de l'émolument est fixé uniquement en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.

- <sup>2</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut dépasser CHF 5'000.-.

## Article 9

*f) Examen d'un verbal de modification ou de division d'une parcelle*

- <sup>1</sup> Pour l'examen d'un verbal de modification ou de division d'une parcelle, le montant de l'émolument est fixé uniquement en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.
- <sup>2</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut dépasser CHF 1'000.- par demande.

## Article 10

*g) Panneau-réclame et enseigne*

- <sup>1</sup> Pour l'examen d'une demande d'autorisation concernant un panneau-réclame ou une enseigne, l'émolument administratif est calculé comme suit :
- a) le montant de la taxe fixe est de CHF 100.-;
- b) le montant de la taxe proportionnelle est fixé en fonction du temps effectivement consacré à l'examen du dossier, selon un tarif horaire de CHF 150.- au maximum.
- <sup>2</sup> Le montant total maximum de l'émolument ne peut dépasser CHF 500.- par demande.

## Article 11

*Tarif horaire*

- <sup>1</sup> Le Conseil communal arrête le tarif horaire dans les limites du présent règlement.
- <sup>2</sup> Ces montants peuvent être indexés chaque année par le Conseil communal d'après l'indice des prix de la construction Mittelland, dans les limites indiquées aux articles 5 à 10.

## Article 12

*Frais administratifs -Débours*

- <sup>1</sup> Des débours tels que les taxes postales, les frais effectifs de publication dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, les frais de reproduction, sont facturés en sus au prix coûtant.
- <sup>2</sup> Les inspections et visions locales, exigées par les mesures de police de construction prévues aux articles 165ss LATeC, sont également soumises à débours.

## Article 13

*Opposition abusive*

En cas d'opposition abusive au sens des articles 130 al. 2 et 134 al. 1 CPJA, des frais de procédure de CHF 500.- au maximum peuvent être mis à la charge de l'opposant.

## Article 14

*Mesures de police*

Les interventions fondées sur les articles 170, 171 et 172 LATeC sont également soumises à émolument, dont le montant maximal est de CHF 1'000.-, auquel s'ajoutent les frais d'intervention.

## Chapitre III : DISPOSITIONS COMMUNES

### Article 15

*Exigibilité*

<sup>1</sup> Le montant des émoluments est exigible de la manière suivante :

- a) pour l'examen préalable de plans d'aménagement de détail et de plans spéciaux, l'émolument administratif est exigible au plus tard douze mois dès l'envoi du rapport d'examen, pour autant que la demande définitive n'ait pas été déposée dans ce délai;
- b) pour l'examen final de plans d'aménagement de détail et de plans spéciaux, l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours qui suivent la décision de l'autorité compétente;
- c) pour la procédure de permis simplifiée (au sens des articles 135 et 139 LATeC), l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours qui suivent la décision du Conseil communal;
- d) pour la procédure de permis ordinaire (au sens des articles 135 et 139 LATeC), l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours qui suivent la communication du préavis du Conseil communal;
- e) pour le contrôle des travaux, l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours après leur réalisation;
- f) pour l'examen d'un verbal de modification ou de division d'une parcelle, l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours qui suivent la communication du résultat de l'examen;
- g) pour l'examen d'une demande d'autorisation concernant un panneau-réclame ou une enseigne, l'émolument administratif est exigible dans les 30 jours qui suivent la décision du Conseil communal.

- 2 En cas de retrait du dossier par le requérant en cours de procédure, d'abandon de projet ou de refus de permis, les émoluments sont dus.
- 3 Toute contribution non payée à l'échéance porte intérêt au taux de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.
- 4 Une avance de frais peut être demandée dans les cas prévus aux articles 59 al. 3 et 128 CPJA.

## Article 16

*Voies de droit*

- 1 Les décisions prises en application du présent règlement peuvent faire l'objet d'une réclamation au Conseil communal dans un délai de 30 jours dès la réception du bordereau.
- 2 La décision sur réclamation est susceptible d'un recours auprès du Préfet dans les 30 jours dès sa réception.

## Chapitre IV : DISPOSITIONS FINALES

### Article 17

*Application*

- 1 Le Conseil communal est chargé de l'application du présent règlement.
- 2 Il édicte au besoin des directives d'application.
- 3 Il peut déléguer ses compétences dans la mesure prévue par la législation sur les communes.

### Article 18

*Entrée en vigueur et droit transitoire*

- 1 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.
- 2 Les dossiers déposés avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont soumis à l'ancien droit.

Adopté par l'Assemblée communale de Givisiez, le 16 décembre 2015

La secrétaire :  
Ariane Menoud



Le Syndic :  
Georges Baechler

Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) le **17 FEV. 2016**



Le Conseiller d'Etat Directeur  
Maurice Ropraz